

15 présent.e.s, 8 absent.e.s excusé.e.s, 6 procurations [Gaby Peton (procuration à Brigitte Brémaud) ; Véronique Le Scaon (procuration à Philippe Sandrin) ; Jean-Paul Kerveillant, Jean-François Jaffry, Michèle Rousseau (procuration à Bénédicte Daras), Thierry Sclaminec (procuration à Pierre Plouzenec), Jocelyne Kervella-Lainé (procuration à Claude Conrod) ; Monique Monfort (procuration à Marie-Christine Camenen)].

Pierre Plouzenec, le Maire, propose à l'assemblée délibérante de rajouter trois points à l'ordre du jour :

- rapport du SDEF (Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère) ;
- convention CEP (Conseil en Énergie Partagé) – transfert des compétences QCD (Quimper Cornouaille Développement) au SDEF ;
- nomination d'une impasse.

A l'unanimité (21 pour), la modification de l'ordre du jour est acceptée.

Le Maire félicite ensuite Jean-Marc Jaouen, conseiller municipal, qui vient d'être élu à la présidence de l'ADMR (Aide à Domicile en Milieu Rural) du Haut Pays Bigouden.

0. Compte rendu du Conseil municipal du 1^{er} juin 2018

Le Maire, Pierre Plouzenec fait lecture du compte-rendu du dernier conseil municipal, qui est adopté à l'unanimité (21 pour). Thomas Le Reun, conseiller est ensuite élu (21 pour) secrétaire de séance.

1. Procédure de modification ou de suspension - Dossier Servitude de Passage des Piétons le long du Littoral

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement rappelle que tous les conseillers ont eu à leur disposition l'intégralité des dossiers et ont été destinataires de la synthèse qui en a été réalisée.

Elle informe ensuite que la loi du 31 décembre 1976, modifiée par celle du 3 janvier 1986, a institué la Servitude de Passage des Piétons le long du Littoral (SPPL) : Destinée à assurer exclusivement le passage des piétons, elle grève les propriétés riveraines du domaine public maritime sur une bande de trois mètres de largeur.

Elle précise que les textes régissant la servitude de passage des piétons le long du littoral sont intégrés au code de l'urbanisme (articles L. 121-31 à L. 121-37 et R. 121-9 à R. 121-32), et qu'en application des textes en vigueur, le tracé de cette servitude peut être modifié, voire suspendu dans des cas exceptionnels, compte-tenu des caractères particuliers de chaque section du littoral. De telles modifications ou suspensions, nécessitent une procédure spécifique comportant une enquête publique.

Annie Marzin retrace ensuite l'historique de la SPPL sur la commune :

Une première enquête publique SPPL a été réalisée en 1990. La procédure avait été interrompue suite à cette enquête compte-tenu de nombreuses manifestations d'opposition au projet, y compris du conseil municipal.

Elle informe que l'étude a été relancée en 2008 et a permis la présentation du projet à la commune puis aux associations. En 2011, la réglementation a évolué et a prescrit la réalisation d'une évaluation des incidences Natura 2000, lorsque l'institution, la modification ou la suspension de la servitude était prévue dans le périmètre d'une zone de protection spéciale (directive « oiseaux ») ou zone spéciale de conservation (directive « habitats ») au titre de Natura 2000 ou à proximité d'une zone de protection spéciale.

Annie Marzin rappelle qu'une nouvelle réunion de présentation et d'échanges avec les personnes publiques et associations sur le projet prenant en compte l'évaluation des incidences réalisée, a eu lieu en 2012. Puis, les tempêtes qui se sont déroulées au cours de l'hiver 2013/2014 ont provoqué des dégâts côtiers sur l'assiette du tracé envisagé et conduit à réétudier certaines parties du projet afin de garantir la sécurité des piétons et d'en assurer la pérennité. Un diagnostic de risque d'instabilité du sentier littoral a été réalisé en 2015 par le Centre d'Études et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA) afin de formuler un diagnostic relatif à la mobilité d'une fraction côtière de la commune et d'y préconiser un tracé de servitude durable à l'horizon de 10 à 15 ans.

Pierre Plouzenec, le Maire, précise que l'étude d'évaluation des incidences Natura 2000 a également été réactualisée en 2016 afin de savoir si la mise en place de la servitude de passage des piétons le long du littoral était susceptible d'affecter la ZSC « Baie d'Audierne ». Celle-ci conclut à la non détérioration de l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire présents sur le site Natura 2000.

Puis Annie Marzin rappelle que ce projet de modification ou de suspension de la SPPL a fait l'objet d'une enquête publique du 24 février au 16 mars 2017.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet assorti de deux recommandations :

- instaurer la servitude modifiée sur les parcelles 137 à 139 inclus, voire 140 selon expertise,
- sécuriser un chemin piétonnier le long de l'étroite voie communale côtière, jugée dangereuse.

L'instauration de la servitude modifiée sur les parcelles 137 à 139, non grevées de la servitude sur le dossier d'enquête publique en 2017, ne peut s'effectuer sans la mise en œuvre d'une nouvelle enquête publique.

Aussi, Annie Marzin précise que le présent dossier est soumis à la délibération du conseil municipal et porte sur le linéaire compris entre la parcelle 136 à Poulhan et Gourinet, en limite communale avec Pouldreuzic.

Une procédure de délimitation du domaine public maritime qui donnera lieu à une enquête publique est en cours dans le secteur de Pors Poulhan, notamment sur les parcelles qui font l'objet de la recommandation du commissaire enquêteur. Pour le cas où un maintien de la servitude de droit ne serait pas possible sur ces parcelles, une nouvelle enquête publique SPPL serait organisée afin d'approuver ensuite la modification ou la suspension de la servitude entre la parcelle 137 et la limite communale avec Plouhinec.

Claude Conrod, conseiller municipal, demande ce qu'il advient des parcelles qui ne sont pas concernées par ce dossier. Le Maire, Pierre Plouzenec lui explique qu'une expertise va être diligentée avant l'organisation d'une enquête publique. Dans l'attente, c'est la servitude de droit qui s'applique. Annie Marzin précise qu'il a été fait le choix de scinder en deux les dossiers pour réussir à finaliser une partie de la SPPL, au bout de ... 28 ans !

Annie Marzin précise également que la commission urbanisme et environnement s'est montrée favorable au projet et émet une pensée pour Guillaume Burel, ancien adjoint au maire de Plozévet, qui s'était beaucoup impliqué dans ce dossier et en connaissait tous les blocages.

Le conseil après en avoir délibéré (19 pour – 2 voix contre : Claude Conrod), valide le tracé tel que présenté, autorise le Maire à engager les démarches s'y rapportant et prévoit la dépense budgétaire nécessaire.

2. Contrat Enfance Jeunesse

Brigitte Brémaud, conseillère municipale déléguée, présente le Contrat Enfance Jeunesse qui court de 2018 à 2021, puis rappelle que les quatre fiches action ont été portées à connaissance des conseillers avant la séance : il s'agit de l'Accueil de Loisirs extra-scolaire, l'Accueil de Loisirs périscolaire, de la ludothèque et de la coordination jeunesse.

Pierre Plouzenec, le Maire, précise que ce contrat est à l'exclusion du plan mercredi qui fait l'objet d'un dispositif à part.

Le conseil après en avoir délibéré (21 pour) valide les quatre fiches action et autorise le Maire à signer la convention ainsi que tout autre document s'y rapportant.

3. Transports scolaires - Prise en charge

Brigitte Brémaud, conseillère municipale déléguée, propose de réactualiser le dispositif d'aide au transport scolaire, puisque la Région s'est vue transférer du Conseil Départemental, la compétence transport.

Elle fait ensuite le bilan des transports scolaires dont elle préconise l'usage et propose de reconduire le finançant d'une partie des transports scolaires pour les enfants de Plozévet scolarisés sur la Commune, comme suit :

95 €	pour le 1 ^{er} enfant
56,50 €	pour le 2 ^{ème} enfant
23 €	pour le 3 ^{ème} enfant

Les familles pourront également demander le remboursement des frais liés à l'abonnement « Transcool + » pour moitié, soit 15€.

Le conseil après en avoir délibéré (21 pour), valide la prise en charge pour les familles de la Commune, telle que présentée et prévoit la dépense budgétaire.

4. Adhésion au groupement d'achats OCEADE

Le Maire, Pierre Plouzenec, présente le principe de l'adhésion au groupement d'achat Océade : il s'agit d'un groupement d'achats qui permet de bénéficier de tarifs préférentiels auprès de fournisseurs référencés du réseau. Le montant annuel de l'adhésion se monte à 60€.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal (21 pour) autorise le Maire à signer la convention d'adhésion et prévoit l'inscription budgétaire.

5. Modification des statuts CCHPB

Le Maire, Pierre Plouzenec, informe que la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) sollicite les communes du groupement pour procéder à une modification de ses statuts afin de rendre possible l'adhésion aux groupements par délibération du conseil communautaire et non plus par un vote au sein de chaque conseil municipal.

Après en avoir délibéré à l'unanimité (21 pour), le conseil municipal valide la modification des statuts de la CCHPB tels qu'ils ont été présentés.

6. Rapports sur le Prix et la Qualité du Service de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden : de l'assainissement collectif et non collectif

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme et à l'environnement et Pierre Plouzenec, le Maire, font la synthèse du rapport sur les prix et la qualité du service (RPOS) du service d'assainissement collectif et non collectif (qui a été transmis à l'ensemble des conseillers) de la communauté de communes du haut pays bigouden.

Le conseil municipal a pris connaissance (21 pour) des rapports sur l'assainissement collectif et non collectif.

7. Rapports sur le Prix et la Qualité du Service de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden du service public d'élimination des déchets

Pierre Plouzennec, le Maire présente le rapport et en synthétise les points essentiels.

Le conseil municipal a pris connaissance (21 pour) du rapport sur le service public d'élimination des déchets.

8. Rapports sur le Prix et la Qualité du Service de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden de l'eau potable

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente le rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable, des bornes incendie et des bornes de puisage, service délégué à la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden.

Le conseil municipal (21 pour) prend acte du rapport.

9. Rapports sur le Prix et la Qualité du Service du SDEF

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente le rapport sur le SDEF qui a été transmis préalablement à tous les conseillers.

Le conseil municipal (21 pour) a pris connaissance des rapports sur l'assainissement collectif et non collectif.

10. CEP QCD SDEF

Pierre Plouzennec, le Maire, présente le projet de transfert de la convention du CEP () de QCD (Quimper Cornouaille Développement) vers le SDEF (Service Départemental d'Énergie de d'Équipement du Finistère). Il précise que les autres termes de la convention sont inchangés : 1,15€ par habitant, le terme de la convention est identique.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) valide le transfert, autorise le maire à signer la nouvelle convention et prévoit l'inscription budgétaire.

11. Règlement Général sur la Protection des Données

Pierre Plouzennec, le Maire, rappelle les teneurs de la législation en matière de RGPD. En concertation avec la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden, le Centre De Gestion du Finistère (CDG29) propose une prestation pour mettre en œuvre la réglementation. Pour les communes de la strate de Plozévet, le montant annuel s'élève à 1 612,50 €. La convention est prévue pour une période de trois ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) est favorable à déléguer au CDG29 la gestion du RGPD, autorise le Maire à signer la convention telle que présentée et prévoit l'inscription budgétaire.

12. Affaires foncières : Location d'un hangar

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, rappelle que suite à l'incendie des services techniques en 2016, le stockage du matériel communal a été délocalisé dans des locaux à Plonéour-Lanvern appartenant à la communauté de Communes. Or, ces derniers sont en vente et il est nécessaire de les libérer. Après plusieurs recherches, M. Sculdelet accepte de mettre à disposition son hangar en échange d'une indemnité de 50€ mensuels.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), se montre favorable au versement de 50€ mensuel en contre partie de la disposition des locaux, puis prévoit la dépense budgétaire.

13. Affaires foncières : Bail parcelle F1330 – Antenne Orange

Pierre Plouzennec, le Maire, présente le projet de bail pour la parcelle qui accueille l'antenne de chez Orange au centre bourg. Il s'agit de la reconduction du bail pour une période de 12 ans et un montant annuel de 500€ révisable.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le bail avec la société Orange pour la location de la parcelle F1330.

14. Subvention au Foyer Socio-Educatif du collège Henri Le Moal

Pierre Plouzennec, le Maire, informe que le collège, dans le cadre de sa politique de renouvellement du matériel et à l'initiative du Conseil Départemental, a modernisé la salle de restauration et a proposé à la commune de bénéficier d'une centaine de chaises et d'une trentaine de tables. Aussi, le bureau municipal a-t-il proposé de verser une subvention de 500€ au nom du FSE (Foyer Socio-Educatif) du collège.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) est favorable à la proposition et prévoit la dépense au budget.

15. Remboursement de frais - projet Hommes & Algues

Pierre Plouzennec, le Maire, dans le cadre du cycle des algues et des hommes, informe qu'il a du faire l'acquisition de matériel pour constituer l'alguier de Plozévet, ainsi que l'avance des frais de restauration, à l'instar de Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive.

Les montants s'élèvent respectivement à 180,42€ + 76,40 € et 82,50€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré autorise à l'unanimité (21 pour) le Maire à procéder aux remboursements et prévoit l'inscription au budget.

16. Nomination d'une impasse des Bruyère

Alain Olivier, conseiller municipal délégué présente le projet de nomination de l'impasse qui jouxte la rue des Bruyère et propose de la nommer « impasse des Bruyères ».

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), autorise le Maire à procéder aux démarches nécessaires.

Questions diverses

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, fait le point sur l'avancement de la construction des Services Techniques et du parking du lotissement de Stang vihan. Il informe également que les travaux de restauration à la chapelle de la Trinité sont terminés. Cette dernière a même pu faire l'objet d'une ouverture au public pendant les journées du patrimoine.

Pierre Plouzennec, le Maire, présente le projet de réhabilitation de la mairie : les services travaillent actuellement au transfert vers le bâtiment Jules Ferry. La procédure est actuellement au stade de la remise des projets par les cabinets pluridisciplinaires et le Copil ad hoc va retenir l'équipe avant la fin du mois.

Claudie Guénolé, conseillère municipale déléguée, informe l'assemblée de la date retenue pour l'inauguration de la ludothèque : le 10 novembre à 11 heures, ainsi que celle pour la projection du mois du doc : mardi 13 novembre à 20h30.

Rémy Strullu, adjoint au maire à la vie sportive et associative, fait le bilan très positif des *mardis de Ploz* de la saison 2018, puis présente les différentes manifestations associatives et culturelles programmées sur la Commune.

Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance des élus et la séance est levée à 20h.

*VU pour être affiché le 2 octobre 2018
conformément à l'article 2121-25 du code général des
collectivités territoriales*

